



## SERVICES PUBLICS CFE-CGC

15-17 rue Beccaria – 75012 PARIS

☎ 01.44.70.65.90 e-mail :

[fonctions publiques@cfecgcfp.org](mailto:fonctions publiques@cfecgcfp.org)

<http://cfecgcfp.org/>

Paris, le 1<sup>er</sup> février 2018

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Aujourd'hui s'est réuni, pour la 1<sup>ere</sup> fois, le Comité interministériel de la transformation publique. S'inscrivant dans la démarche « action publique 2022 », initiée par le Gouvernement, ce comité a rendu ses premières pistes de réflexion, qui ne peuvent qu'inquiéter !

La fédération des services publics CFE CGC, dénonce, une nouvelle fois, la méthode du Gouvernement, qui avance à marche forcée, sans aucune concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives, organisations qui, tout au contraire, sont sciemment écartées, tant du comité d'experts CAP 2022 que du forum de l'action publique ou encore des chantiers transversaux.

Et pour cause, le Gouvernement commence à dévoiler ses intentions, à mots couverts encore pour l'instant, mais il est assez simple de lire entre les lignes pour comprendre que le Gouvernement souhaite mettre fin au statut de la fonction publique et aux grands principes qui le fondent depuis des décennies, à savoir, par exemple, l'égal accès à la fonction publique, garanti par le recours au concours administratif, ou l'unicité de la fonction publique et de ses trois versants, garantie notamment par la valeur du point d'indice qui sert de base au calcul de la rémunération.

Pour parvenir à ses fins, le Gouvernement n'hésite pas, depuis des mois déjà, à stigmatiser la fonction publique et ses agents, affirmant par exemple, à l'occasion du CITP, que « *le gouvernement s'est engagé à bâtir un nouveau modèle de conduite des politiques publiques qui, en redonnant sens et cohérence à l'action publique, doit mettre fin à une vision décliniste et résignée de l'intervention publique* » ; À l'entendre, on pourrait croire que la fonction publique ne s'est pas adaptée ni aux attentes des usagers, ni aux nouvelles technologies, pas plus qu'aux évolutions de la société, qu'elle n'a pas su se simplifier, se moderniser et se remettre en question.

La fédération des services publics CFE CGC ne peut laisser affirmer de telles contre-vérités qui n'ont pour but que de justifier abandons de missions de service public, externalisations, fermetures de services, réorientations, reconversions et suppressions de postes.

Le Gouvernement, se targue de refonder la relation entre les usagers et les agents publics, laissant, une fois encore, entendre que cette relation serait mauvaise, tout en occultant sciemment que les coupes budgétaires et les politiques de suppressions de postes, qui ont pris, tour à tour, des noms différents, recouvrant malheureusement pour les agents les mêmes réalités, RGPP, MAP et aujourd'hui « transformation publique », ont mis à mal les moyens humains des services publics tout autant que les moyens matériels.

Si le Gouvernement lance le 1<sup>er</sup> appel à projets du Fonds pour la transformation de l'action publique, il devrait, en priorité et avant toute autre chose, doter des moyens nécessaires les services publics, plutôt que d'envisager de confier ces missions au secteur privé.

La fédération des services publics CFE CGC, très inquiète de l'avenir de la fonction publique et des services publics, sera extrêmement vigilante à ce que le Gouvernement ne procède pas, au prétexte d'économies budgétaires, au démantèlement du statut de la fonction publique et s'opposera, avec vigueur et détermination, à toutes les initiatives législatives ou réglementaires en ce sens.

#### Contact presse :

Nathalie MAKARSKI

Présidente de la Fédération des services publics CFE CGC

[presidente@cfecgcfp.org](mailto:presidente@cfecgcfp.org)